

La réouverture des établissements scolaires en question

14 avr. 2020 Par [Poky](#)

- Mediapart.fr

Dans un discours pétri d'humanité, notre Président a dressé hier les contours imprécis de mesures floues relatives à l'après confinement. Alors que la situation épidémique reste incertaine, le matériel insuffisant, une chose semble actée : la réouverture des établissements scolaires afin de réduire les inégalités. Curieuse ambition d'un homme qui jusque-là n'a guère fait cas des dites inégalités...

Mes parents me manquent, mes amis me manquent et mes élèves aussi. Bien que moins proche des premiers, ce sont pourtant eux que je reverrai d'abord.

Le président a promis la réouverture des établissements scolaires progressivement le 11 mai car « *c'est pour lui une priorité* » vu que le confinement « *creuse les inégalités* ». Préoccupation fort louable qui ne convaincra néanmoins pas grand monde, tant l'homme s'est illustré dans les faits à sans cesse les creuser par une politique toujours favorable aux puissants (qui ont grandement contribué à le faire élire...). Mais ne faisons pas de procès d'intentions dans le cas présent. Doit-on comprendre au travers les récents discours de notre Président une inflexion des politiques libérales entreprises depuis le début du quinquennat ?

Certains propos pourraient le faire penser : Lorsque dans sa première allocution il a porté aux nues notre système de sécurité sociale ou encore loué l'utilité d'un fonctionariat investi en tant de crise, ou bien même lorsqu'il a cité l'article 1 de la DDHC : « *les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune* » dans son allocution du 13 avril...

Toujours est-il que je souscris à ses propos. Les fonctionnaires dévoués et souvent zélés ont prouvé qu'ils n'étaient pas qu'un poids mort à dégraisser. Les métiers de livreurs, caissier(e), agents d'entretien, manutentionnaires etc... tant déconsidérés, ceux qui ne sont « rien » pour reprendre le terme macronien, ont prouvé leur utilité au sein de la communauté. Ceux-là ont brillé par leur importance, vitale !

Tiens, et à se fonder sur l'utilité publique, quelle est celle des actionnaires, qui se partagent des dividendes mirobolants alors même que la nation est conviée à un effort « de guerre », et les hôpitaux réduits à la charité par le biais de cagnottes (constituant pour certains un moyen d'optimisation fiscale d'ailleurs) ? A croire que la solidarité ne concerne pas ces gens-là. Le gouvernement veut nous faire les poches mais eux conserveront leurs privilèges, exonérés d'ISF, choyés par l'abaissement de la taxe sur le capital et j'en passe.

Les profits sont privatisés, les pertes mutualisées... Qu'en est-il de cette solidarité alors que le Président d'une République sociale parle de « charges » ?! Ces cotisations qui sont elles-mêmes l'expression de la solidarité nationale et dont il veut exonérer les entreprises... A parler d'union nationale, et pour la période du confinement, les cotisations doivent plus que jamais demeurer, mais les autoentrepreneurs doivent être indemnisés par la nation à hauteur de leurs pertes, et l'ardoise des petites et moyennes entreprises auprès des banques, tout simplement annulée, de même que ces entreprises devraient être exonérées de leurs loyers parfois payés à des rentiers (dont l'utilité publique est pour le coup plus qu'incertaine)... Ce sont avant tout les magnats de la finance qui doivent casquer, car ils sont en partie acteurs de cette crise sanitaire, mais aussi artisans du désastre écologique et de la fracture sociale.

Non, nous ne sommes pas en temps de guerre et cette crise de l'économie réelle sera comme toujours transformée en opportunité par nos maîtres. Ils n'ont d'ailleurs pas perdu de temps pour s'engouffrer dans la brèche. En témoigne le vibrant appel de M. Roux de Bézieux, patron du Medef dans lequel il revendique la hausse du temps de travail, la remise en question des congés payés, des jours fériés... pourquoi pas le travail des enfants ? L'union nationale a bon dos (et elle l'a toujours eu...).

Finalement, et sous couvert de bienveillance avec les populations les plus en difficulté, dans un discours habilement maquillé, il faut savoir décrypter l'unique objectif de Macron et du gouvernement Philippe : Relancer à tout prix l'économie, quitte à sacrifier la population sur l'autel d'un capitalisme qui montre son vrai visage : Grossier et inhumain. Certains libéraux américains (et c'est à noter), partagent les mêmes craintes des médecins en ce qui concerne une 2^{ème} vague d'épidémie qui serait bien plus chaotique. Non pas que ces gens se soucient de la santé de la population, ils entrevoient juste une récession économique bien plus grave et souscrivent de fait à un confinement prolongé. Nos libéraux français, non... Grossiers vous-dis-je. Mais à leur décharge, ils paniquent ! Grossièreté que l'on retrouve chez leurs vassaux au gouvernement puisque aux « recommandations autoritaires » de confinement, se double l'injonction inverse d'aller travailler !? Encore et toujours ce double langage...

Je reviendrai donc faire cours à mes élèves sans aucune garantie d'être protégé : 18 fois par semaine avec 30 élèves dans une salle minuscule... (alors que paradoxalement les restaurants, cinémas... etc resteront fermés)... Bonne ambiance de travail en perspective pour les élèves, comme au sein des foyers à leur retour, où planera constamment le spectre de la maladie. Car ce n'est pas une « grippette » et bien des personnes sont décédées malgré l'absence de facteurs de comorbidité. Un établissement scolaire est le meilleur vecteur de diffusion d'un virus et tout le monde le sait.

Ce qui est sûr, c'est que la réouverture des établissements scolaires permettra finalement deux choses : Atteindre rapidement un seuil d'immunité élevé au sein de la population, en même temps que permettre aux parents de travailler sans avoir à s'occuper de leurs enfants... Mais à quel prix ?! Peu importe les morts, la croissance est l'unique horizon de nos gouvernants et de leurs amis. Les salariés pourront à nouveau œuvrer dans ce sens pendant que leurs enfants seront à la garderie... et tant pis si les hôpitaux et les morgues saturent : On les remerciera en grande pompe.

J'ai honte de cette République du fric, j'ai mal à notre histoire, j'ai honte de cette langue corrompue qui distille le mensonge.

Finalement, je me dis que je ne suis pas prêt de revoir mes parents, parce que même si je ne suis « rien », j'ai des valeurs, essaie d'être bienveillant, solidaire et protecteur. A l'opposé de cette République-là.

Mais l'Histoire en jugera.

URL source: <https://blogs.mediapart.fr/poky/blog/140420/la-reouverture-des-etablissements-scolaires-en-question>